

Gabon (suite)

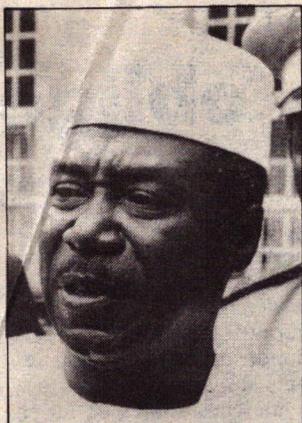
bresauts que l'on connaît. En 1983, l'or noir a rapporté 44 % du produit intérieur brut ; 309,2 milliards de F CFA en recettes budgétaires, soit 64,3 % des recettes ordinaires de l'Etat ! Ensuite, toutes les prévisions concordent : la part du secteur agricole, qui ne représente actuellement que 4,6 % du PIB (la population gabonaise est paysanne à plus de 80 % !), va baisser au cours des prochaines années. Au 31 mars 1984, les productions de café et de cacao étaient inférieures respectivement de 65 % et de 23 % aux productions de l'année dernière. Parallèlement, les productions vivrières ont diminué notablement, favorisant la hausse des prix — le Gabon importe 85 % de ses besoins en produits de consommation courante.

L'explication ? « *Le vieillissement des plantations et des planteurs*, a répondu en substance le président Bongo. *Les progrès réalisés en 24 ans sont un gage d'espoir. Seuls les analystes de mauvaise foi, les esprits ténébreux et les agris invétérés se refusent à le reconnaître.* » Peut-être. Mais il est urgent de procéder à quelques réformes sociales pour apaiser les tensions (dues à la baisse du pouvoir d'achat des petits ouvriers) qui menacent certains secteurs. C.M.

GUINEE

Mort d'un serviteur

Lansana Béavogui est donc mort, comme il avait vécu les soixante et une années de sa vie : avec discrétion. Transporté durant le week-end du 18 août de la prison civile de Kindia où, en compagnie des autres dignitaires du régime Sékou Touré, il était détenu depuis



Lansana Béavogui

le coup d'Etat du 3 avril, celui qui fut pendant douze ans le Premier ministre du « Grand Syli » est décédé dimanche 19 août dans une chambre de l'hôpital de Conakry. Seule sa sœur était présente à son chevet. Et sa famille, à qui l'on avait refusé ce droit humanitaire, ne put l'accompagner, le lendemain 20 août lors de ses très discrètes obsèques.

Cette fin presque clandestine ne dépare pas, finalement, l'existence politique de cet homme qui aura tout connu et tout exercé — sauf la plus haute charge de l'Etat — sans jamais s'exposer ni se porter au front. Ce militant des heures héroïques du RDA, né à Macenta, non loin de la frontière libérienne, maire de Kissidougou à l'indépendance, deviendra successivement ministre du Commerce et de l'Industrie, puis responsable des Affaires étrangères avant de cumuler à partir de 1972 et pour des périodes diverses les portefeuilles de l'Armée, du Plan, de l'Information, du Contrôle des Sociétés d'Etat, des Affaires étrangères à nouveau et, bien sûr, celui de Premier ministre. Suivant en tous domaines les opinions fluctuantes de son président, ce catholique a même été jusqu'à se convertir à l'islam. Béavogui a réussi, en un quart de siècle de dictature, à ne subir aucune disgrâce apparente tout en ne participant jamais directement à la répression. Mais il a dû, pour cela, accepter sans

broncher l'arrestation — et parfois l'assassinat — de plusieurs membres de sa famille.

Sans doute est-ce parce que cet ancien médecin représentait la face « acceptable » du système Sékou Touré — un système dont il fut pourtant l'homme-protégé — que le bureau politique du Parti unique voulut l'imposer comme successeur du dictateur, au lendemain du 26 mars 1984. Mais l'ambition dévorante d'Ismaël Touré qui s'opposa avec hystérie à ce projet, empêcha Lansana Béavogui de passer de l'état d'héritier présomptif à celui de président de transition. La suite fait partie de l'histoire immédiate : quand éclate le

putsch « libérateur » du 3 avril, Béavogui se réfugia un moment à l'ambassade de Chine populaire avant de se retrouver, avec ses frères ennemis d'hier, dans une cellule de la prison de Kindia.

Chancelante depuis longtemps — il souffrait de diabète et d'hypertension et s'était fait soigner à plusieurs reprises en Allemagne de l'Est et aux Etats-Unis — sa santé n'allait pas tarder à se dégrader... Personnage incolore, diront ceux qui ne l'aimaient guère, homme souple et politicien habile en tout cas, Lansana Béavogui n'aura pas survécu cinq mois à celui auquel il devait presque tout : Sékou Touré. F.S.

APARTHEID

Elize et Lulu à Soweto

Les deux premières dames du régime d'apartheid viennent voir comment on vit de l'autre côté » titrait, féroce, le quotidien noir *The Sowetan*, l'un des rares journaux courageux de ce pays.

Le 8 août en effet, embarquées à bord de l'un des autobus climatisés qui permettent chaque année à des milliers de touristes de visiter cette cité-dortoir d'un million et demi d'habitants, Elize Botha, épouse de Pieter, Premier ministre, et Lulu Koornhof, épouse de Piet, ministre de la Coopération et du Développement (ex « Affaires bantoues ») se sont rendues à Soweto, accompagnées d'une nuée de gardes du corps.

Accueillies par le « maire » de la cité satellite de Johannesburg, Ephraïm Tshabalala (élu en novembre 1983, à l'issue d'un scrutin boycotté par 80 % des électeurs), Elize et Lulu, fraîches et souriantes, ont visité écoles et hôpitaux modèles sous le regard nerveux des policiers et de leurs chiens postés tout le long de l'itinéraire.

Un petit problème s'est posé quand les deux dames ont éprouvé le besoin de prendre un bain de foule. Ce n'était pas prévu au programme. D'abord, il n'y avait pas de foule — l'indifférence des rares passants était même gênante. Ensuite, cela pouvait être dangereux. C'est donc à travers un grillage de deux mètres de haut qu'elles ont pu serrer les mains de quelques dizaines de femmes : toutes des militantes du « Safasonke », le parti zoulou de Tshabalala.

Du chômage, de la criminalité, des expulsions, bref de la quotidienneté de Soweto, Lulu et Elize n'auront rien vu. L'amour du prochain de ces dames patronnesses, bonnes chrétiennes et bonnes épouses, a tout de même des limites. Celles du « développement séparé ».

F.S.